

Prise de position



Aligner les objectifs stratégiques des secteurs de l'eau, de l'environnement et de la corruption pour lutter contre le réchauffement climatique

La corruption dans le secteur de l'eau compromet les objectifs stratégiques du secteur de l'environnement. Elle contribue à la raréfaction des ressources en eau, la propagation de la pollution et la destruction des habitats naturels. Tous ces facteurs rendent nos réponses au problème du changement climatique plus difficiles.

Si les tendances actuelles persistent, le réchauffement climatique transformera de manière profonde le niveau des précipitations et des cours d'eau, augmentera le niveau des mers et menacera l'approvisionnement en eau dans de nombreuses régions. Le monde connaîtra plus fréquemment des tempêtes, des inondations et des sécheresses catastrophiques dont les conséquences sur l'homme seront incalculables. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) anticipé déjà que ce sont les plus démunis qui souffriront le plus de ces modifications. Le PNUD estime que pour lutter contre l'augmentation des inégalités provoquée par le réchauffement climatique, il faudra prévoir chaque année plus de US\$ 86 milliards (55 milliards d'euros) pour la construction d'infrastructures environnementales et le développement de programmes de protection sociale.

Table des matières

1. Démêler le lien entre la corruption, l'eau et le changement climatique
2. Réponses

Le PNUD estime que pour lutter contre l'augmentation des inégalités provoquée par le réchauffement climatique, il faudra prévoir chaque année plus de US\$ 86 milliards (55 milliards d'euros) pour la construction d'infrastructures environnementales et le développement de programmes de protection sociale.

Aux Etats-Unis, jusqu'à US\$ 2 milliards (1,2 milliard d'euros) de fonds d'aide auraient été perdus en raison des fraudes au lendemain de la mise en place des secours aux victimes de l'ouragan Katrina.

C'est dans le secteur de l'eau que les dégâts liés à ces effets seront les plus perceptibles. Le réchauffement climatique, combiné à la mauvaise gestion de l'environnement, pourrait entraîner le déplacement de plus de 200 millions de personnes vivant dans des plaines inondables au fur et à mesure que ces terres deviendront inhabitables et les ressources en eau inexploitable pour ces populations.

Ce scénario est susceptible de générer des risques de corruption élevés, qui augmentent encore avec la concurrence pour l'accès aux ressources en eau de plus en plus rares. Pour s'attaquer aux racines du problème, les solutions politiques doivent refléter l'interdépendance positive qui existe entre la lutte contre la corruption, la préservation de l'eau et la protection de l'environnement, que ces initiatives soient élaborées au niveau national par des politiques de subventions à l'irrigation par exemple, ou gérées au niveau international par des instruments comme le Protocole de Kyoto.

1. Démêler le lien entre la corruption, l'eau et le changement climatique

Le recours à la petite et la grande corruption pour gagner l'accès à des ressources de plus en plus difficiles à obtenir sera accru par la raréfaction des ressources en eau. L'augmentation de la corruption est un cercle vicieux. La corruption provoque la surexploitation de l'eau et contribue à la destruction de l'environnement et au réchauffement climatique. La tentation de se livrer à la corruption augmente lorsque les ressources en eau diminuent.

Les risques que représente la corruption pour le secteur de l'eau et leur lien avec la dégradation du milieu se présentent sous différentes formes dans le monde. La corruption se retrouve dans le forage de puits en zone rurale en Afrique subsaharienne, la construction d'usines de traitement des eaux dans les zones urbaines d'Asie, la pénurie d'eau potable au Moyen-Orient, la construction de barrages hydroélectriques en Amérique latine ainsi que les abus et mauvaise gestion quotidiens des ressources en eau dans de nombreux pays. Lorsque la corruption s'infiltré dans chacune de ces activités, elle entraîne la surexploitation d'une ressource essentielle à la vie et une chaîne d'effets nuisibles à l'environnement et au secteur tout entier.

Les dégâts provoqués par la corruption laissent des traces durables pour les générations futures, l'environnement et la sécurité de l'approvisionnement en eau. Les écosystèmes aquatiques sont déjà considérés comme la ressource naturelle la plus dégradée de la planète. La raréfaction de l'eau affecte tous les continents et d'ici à 2025 plus de trois milliards d'individus pourraient vivre dans des pays menacés de pénurie. Ces pressions augmentent les risques de nouveaux conflits, en termes de fréquence et de nature. Plus de 50 pays sur les cinq continents ont été identifiés comme des points chauds de conflits potentiels pour le contrôle et l'accès aux ressources en eau.

L'impact de la corruption dans le secteur de l'eau tend à se manifester dans quatre domaines principaux (qui compromettent tous l'environnement et nuisent aux efforts nationaux pour lutter contre le réchauffement climatique) :

- 🌐 **Gestion des ressources hydrauliques.** Le détournement de l'eau et la corruption creusent un large fossé entre l'offre et la demande en eau dans de nombreuses régions, laissant l'environnement et les pauvres particulièrement démunis face à ce problème. La dégradation et la surexploitation des ressources ainsi que le niveau des investissements dans ce secteur ont abouti à des infrastructures hydrauliques insuffisantes pour se prémunir contre les périodes de sécheresse et d'inondations, périodes qui se multiplient et s'intensifient en raison du réchauffement climatique. Les risques de corruption s'accroissent lorsque les acteurs nationaux et mondiaux sont forcés de suspendre les procédures régulières de passation des marchés pour répondre au déluge de

problèmes humanitaires provoqués par de graves inondations. En Inde, après les inondations qui ont frappé le pays en 2005, des entreprises et des responsables de l'état du Bihar ont été accusés d'avoir détourné des fonds d'urgence à hauteur de US\$ 2,5 millions (1,6 millions d'euros). Aux Etats-Unis, jusqu'à US\$ 2 milliards (1,2 milliard d'euros) de fonds d'aide auraient été perdus en raison des fraudes au lendemain de la mise en place des secours aux victimes de l'ouragan Katrina.

- ④ *Systèmes d'assainissement et d'accès à l'eau potable.* La corruption peut se développer à chaque point de la chaîne d'approvisionnement de l'eau: de l'élaboration des politiques aux affectations budgétaires, des opérations au système de facturation. La corruption touche à la fois les services d'eau privés et publics. Elle frappe tous les pays, les riches comme les pauvres. Dans le même temps, la corruption livre l'eau potable à la merci des pollueurs. En Chine, par exemple, la corruption empêche l'application des réglementations environnementales et participe à la contamination des nappes phréatiques dans 90% des villes du pays. Plus de 75% des fleuves dans les zones urbaines chinoises ont été déclarés impropres à la consommation ou à la pêche.
- ④ *Agriculture.* La corruption dans les choix politiques et l'affectation des ressources pour les systèmes d'irrigation (qui représentent 70% de la consommation d'eau et qui produisent 40% de l'alimentation mondiale) a rendu ces investissements de première nécessité encore plus coûteux à un moment où le besoin en est le plus élevé. Une bonne gestion des réseaux d'irrigation est indéniablement la solution pour lutter contre le réchauffement climatique et son impact sur la production agricole. D'ici à 2050, les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement durable en eau ainsi que d'importantes fluctuations dans les précipitations pourraient réduire les récoltes d'un quart par rapport à leur niveau actuel et provoquer une augmentation de 25% du niveau mondial de malnutrition.
- ④ *Hydroélectricité.* Si l'hydroélectricité peut contribuer à un équilibre énergétique plus durable, l'utilisation croissante des barrages entraîne des coûts élevés. Il y a peu de travaux publics qui ont autant d'impact sur l'environnement et les individus que l'hydroélectricité, surtout dans les régions affectées par la corruption. Les investissements considérables du secteur hydroélectrique (estimés entre US\$ 50 et 60 milliards, soit 31 et 38 milliards d'euros chaque année pour les prochaines décennies) et la complexité des projets d'ingénierie « sur mesure » sont des facteurs de corruption. Les phases de conception, d'appels d'offre et d'exécution de ce type de projets sont toutes vulnérables aux risques de corruption, ainsi que les programmes de réinstallation massive des populations déplacées par ces projets.

2. Réponses

Lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau est de l'intérêt de nombreux acteurs concernés, dont certains ne réalisent pas toujours qu'ils poursuivent l'objectif commun d'améliorer la gestion de l'eau et de l'environnement. Ces acteurs comprennent les gouvernements, les défenseurs de l'environnement, les acteurs du développement, les citoyens soucieux de l'environnement et les milieux d'affaires (dont les opérations dépendent d'un approvisionnement hydraulique et énergétique régulier).

Développer la prise de conscience parmi ces différents acteurs peut permettre de former une base commune pour concevoir des stratégies plus efficaces et mobiliser de larges coalitions pour permettre la mise en place d'initiatives mondiales de grande envergure telles que le Protocole de Kyoto.

Ceci implique en particulier de promouvoir des réponses pour prévenir la corruption dans le secteur de l'eau avant qu'elle n'apparaisse, puisque lutter

Corruption dans le secteur de l'eau: Le Rapport mondial sur la corruption

Cette prise de position s'inspire du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Le Rapport mondial sur la corruption 2008 réunit plus de vingt experts et professionnels de renommée internationale qui examinent les risques de corruption dans tous les domaines du secteur de l'eau, y compris la gestion des ressources hydrauliques, l'eau potable, les systèmes d'assainissement, l'irrigation et l'hydroélectricité.

Des études de cas ainsi que des rapports de recherche qui couvrent toutes les régions du monde démontrent que la corruption est à la fois une cause et une conséquence de la crise mondiale de l'eau. Le rapport propose également un large éventail de mesures pratiques pour promouvoir des réformes politiques et l'engagement des acteurs concernés pour combattre la corruption dans le secteur de l'eau.

Pour plus de détails sur le rapport, consulter: www.transparency.org/publications/gcr.

Pour commander le Rapport 2008 ou celui des années précédentes, rendez vous sur le site de Cambridge University Press : www.cup.cam.ac.uk/.

Cette prise de position de TI fait partie d'une série de documents sur la prévention et les réponses à la corruption dans le secteur de l'eau.

Les trois thèmes abordés dans cette série présentent les différents effets et réponses politiques concernant la corruption dans le secteur de l'eau : le changement climatique et l'environnement ; l'intégrité dans la gouvernance du secteur de l'eau et les coûts de la corruption pour les pauvres. Ces trois prises de position s'inspirent du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Pour plus d'informations sur le rapport 2008, merci de consulter: www.transparency.org/publications/gcr.

Pour plus d'informations sur les efforts mondiaux de lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau, vous pouvez consulter le site suivant: www.waterintegritynetwork.net/.

Pour plus d'informations sur ce prise de position, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI: plres [at] transparency.org

**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

contre la corruption une fois qu'elle s'est installée se révèle ardu et coûteux. Un certain nombre de recommandations spécifiques cherchent à modifier les politiques de l'eau afin de susciter un processus de réforme durable:

Intégrer les mesures anti-corruption aux objectifs politiques stratégiques

- Introduire des mesures de lutte contre la corruption dans les programmes consacrés à l'environnement et au développement permet d'améliorer la coordination, le déroulement et le choix du moment de ces initiatives aux niveaux local, national et international. Sans ces réformes, les mesures qui réussissent à éradiquer la corruption dans un endroit peuvent provoquer sa réapparition dans un autre, où elle est plus difficile à détecter et à combattre.

Rationaliser les objectifs stratégiques dans les domaines de la corruption et de l'environnement

- Il est essentiel d'utiliser les accords existants (comme les conventions internationales sur les forêts, les espèces, le réchauffement climatique et autres) pour relier les préoccupations concernant la corruption, l'eau et l'environnement. Par exemple, la Convention de Aarhus pour l'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement constitue une excellente plateforme pour revendiquer plus de participation, de transparence et d'intégrité et pour étendre ces principes au secteur de l'eau. Un autre instrument important est la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Ce texte contient d'importantes dispositions qui pourraient permettre d'aboutir à des accords sur le partage des eaux transfrontalières au niveau international, à condition qu'un nombre plus important de pays soit encouragé à la signer pour qu'elle soit véritablement efficace.
- La corruption devrait aussi figurer de manière plus proéminente dans le nouveau traité « *Kyoto plus* » pour refléter son rôle dans le réchauffement climatique et son importance dans les réponses à y apporter.

Renforcer les engagements et assurer leur suivi

- Une fois les questions relatives à la corruption intégrées aux nouvelles conventions et des stratégies mises en place pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut prévoir des mécanismes crédibles pour permettre le respect et le suivi des engagements des pays. Il est indispensable par exemple de promouvoir et surveiller la mise en oeuvre de la *Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (Protocole de Kyoto)* et la *Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC)* pour que les pays signataires tiennent leurs engagements.

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile mondiale au premier plan de la lutte contre la corruption. Avec plus de 90 sections dans le monde entier et avec un secrétariat international basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise sur les effets nuisibles de la corruption ; TI collabore avec ses partenaires dans les gouvernements, le secteur privé, et la société civile afin de développer et d'appliquer des mesures efficaces contre la corruption. Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.transparency.org